

# Mobilisation dans toute l'Europe pour demander aux institutions publiques de #BoycottCAF

*Des militants à Paris remettent sur place une lettre au bureau de CAF.*

Par BDS movement, le 1<sup>er</sup> avril 2021

*Pour commémorer la Journée de la terre palestinienne et dénoncer l'implication de la société espagnole CAF dans l'apartheid israélien, de nombreux événements ont eu lieu dans toute l'Europe.*

La Fédération Générale des syndicats indépendants de Palestine et la nouvelle Fédération palestinienne des syndicats ont écrit une lettre aux institutions publiques en Europe qui se lit comme suit :

**« Les institutions publiques européennes, principaux clients de la société espagnole CAF, peuvent et doivent exclure CAF des appels d'offres et des contrats en raison de ses implications dans les violations flagrantes des droits humains par le biais de ses affaires avec le projet JLR illégal d'Israël, (tramway de Jérusalem) ».**

Des groupes à travers toute l'Europe ont remis cette lettre à leurs élus leur demandant de ne pas attribuer de marchés publics à la société CAF, à l'entreprise française Alstom, qui figurent dans la base de données des Nations unies sur les entreprises se rendant complices des colonies de peuplement illégales israéliennes, ou à toute autre entreprise qui tire profit des violations des droits des Palestiniens.

Dans l'État espagnol, le Comité Solidaridad avec la cause arabe a remis la lettre au président de la RENFE, la société ferroviaire nationale d'Espagne. Près de 600 personnes ont adressé un courriel au ministre espagnol des Transports et à la RENFE.

Tôt dans la matinée, à Saragosse, où CAF possède l'usine qui doit fabriquer la plupart des composants du tramway de Jérusalem, plus de 20 organisations de défense des droits de l'homme et syndicats ont remis une lettre au président de CAF et à tous ses actionnaires.

En France, des groupes se sont mobilisés à Paris et à Saint-Étienne. À Paris, un groupe a remis la lettre au bureau de CAF, où les salariés ont confirmé qu'ils étaient bien informés de la campagne de boycott et de ses exigences.

À Saint-Étienne, des personnes ont organisé une manifestation symbolique près du tramway construit par CAF. Auparavant, des groupes à Lyon avaient distribué des tracts pour informer sur la complicité de CAF dans l'annexion illégale, par Israël, de la Jérusalem-Est palestinienne.

Dans la capitale de la Norvège, à Oslo, des membres du Palestinakomiteen ont remis la lettre en mains propres aux édifices gouvernementaux et écrit une lettre ouverte au ministre des Transports, leur demandant de respecter les droits humains internationaux et que la Norvège se serve activement de sa position au Conseil de sécurité des Nations unies pour empêcher que l'État israélien n'accapare plus de terres. Près de 6000 personnes ont adressé des lettres à la compagnie ferroviaire norvégienne, Norske Tog, et au ministère norvégien des Transports, pour demander que la CAF soit exclue des appels d'offres publics.

Au Royaume-Uni, des centaines de personnes se sont joints à un twitterstorm demandant au HS2 (projet de ligne de train à *grande* vitesse) et au département des Transports d'écouter les

organisations de défense des droits de l'homme et les experts juridiques sur l'obligation d'exclure CAF du HS2 jusqu'à ce qu'elle mette fin à son rôle dans le tramway israélien illégal de Jérusalem.

De même, plus de 700 personnes ont pris contact avec les autorités néerlandaises. Depuis 2018, CAF a obtenu au moins trois contrats importants aux Pays-Bas, ce qui a incité les militants à faire pression sur les autorités néerlandaises afin qu'elles ne les renouvellent pas, et qu'elles excluent CAF des prochains appels d'offres.

Au Pays basque, ont eu lieu d'importantes mobilisations sur la Journée de la terre palestinienne, soutenues par les principaux syndicats, afin de protester contre la complicité de CAF et des institutions basques avec l'apartheid israélien. Ces mobilisations ont eu lieu à Pampelune, Saint-Sébastien, Bilbao et Vitoria-Gasteiz.

L'entreprise française Veolia a perdu des milliards d'euros de contrats pour sa participation au tramway de Jérusalem suite aux campagnes de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) lancées contre elle. Ces pertes importantes ont finalement contraint l'entreprise à se défaire totalement de ses affaires israéliennes illégales.

Source : [BDS Movement](#)

Traduction BP pour BDS France

---

# Journée de la terre 2021 : Plusieurs actions en France pour demander à CAF de descendre du train de l'apartheid !

La Campagne BDS France, le 2 avril 2021

Samedi 27 mars, un stand d'information était installé dans le centre ville de **Lyon** par les militant.e.s BDS du collectif 69. Ils ont pu informer les passants des campagnes BDS et expliquer la campagne en direction du groupe CAF.



Mardi 30 mars, 8 militant.e.s de BDS **Paris** se sont rendus devant l'antenne à Paris de la société CAF. Parmi eux, deux camarades sont rentrés dans les bureaux pour remettre le tract au représentant de CAF.

Il les a reçus poliment, a pris le temps d'écouter les arguments de BDS, et a gardé le tract.

Il les a questionnés sur le boycott d'Alstom – qui fait par ailleurs partie des 112 sociétés condamnées par l'ONU pour avoir des activités dans les colonies israéliennes.

Quand les camarades se sont présentés comme faisant partie de BDS, le représentant de CAF a dit se souvenir d'avoir reçu un courrier explicatif provenant de BDS, qu'il avait transféré à ses supérieurs. BDS marque les esprits dans l'entreprise CAF !



Pendant ce temps, à **Saint-Etienne**, la Journée de la Terre a été l'occasion de rappeler la grève palestinienne de 1976 et de participer à la journée internationale d'action en direction de CAF. Saint-Etienne est l'une des 3 villes en France dont le tramway est fabriqué par l'entreprise basque.

Les militant.e.s BDS ont pu expliquer aux passants que cette entreprise, qui fabrique le tramway de Saint-Etienne, est impliquée dans la colonisation de Jérusalem. L'agrandissement de la ligne de tramway de Jérusalem contrevient au droit international qui a mis la ville de Jérusalem sous statut international. Le tramway CAF permettra de relier de nouvelles colonies illégales à la ville de Jérusalem. De nombreux stéphanois.e.s ont témoigné leur solidarité, et ont accepté de prendre des photos pour dire à CAF de descendre du train de l'apartheid.



Nous, militant.e.s BDS, appelons les villes françaises soucieuses du droit international à **ne pas choisir l'entreprise CAF tant qu'elle ne descendra pas du train de l'apartheid !**

Nous continuons la campagne BDS, comme résistance face à l'occupation, l'oppression et l'apartheid, pour l'égalité des droits, et pour le retour des réfugié.e.s

---

## **Journée de la terre 2021 à**

# **Saint-Etienne : CAF doit descendre du train de l'apartheid !**

Le 30 mars à Saint-Etienne, nous avons commémoré la journée de la terre et participé à la journée internationale d'action en direction de CAF.

La journée de la terre commémore la protestation du 30 mars 1976 en Palestine.

Des milliers de personnes font grève et manifestent contre la spoliation de 6300 km<sup>2</sup> de terres palestiniennes.

6 palestiniens sont tués et plusieurs centaines sont blessés. Chaque année, la journée de la terre est l'occasion de célébrer la résistance du peuple palestinien face à l'occupation israélienne et son apartheid...

Cette entreprise basque qui fabrique le tramway de Saint-Etienne, est impliquée dans la colonisation de Jérusalem. L'agrandissement de la ligne de tramway de Jérusalem contrevient au droit international qui a mis la ville de Jérusalem sous statut international. Le tramway CAF permettra de relier de nouvelles colonies illégales à la ville de Jérusalem. C'est pourquoi nous appelons les villes soucieuses du droit international à ne pas choisir l'entreprise CAF tant qu'elle ne descendra pas du train de l'apartheid !

[#boycottcaf#BDS](#)

De nombreux stéphanois.e.s nous ont témoigné leur solidarité, et ont accepté de prendre des photos pour dire à CAF de descendre du train de l'apartheid.

Que vive la lutte du peuple palestinien !

Nous soutenons la campagne BDS comme résistance face à l'occupation, l'oppression et l'apartheid, pour l'égalité des droits et pour le droit au retour des réfugié.e.s



---

# **N'attribuez pas de marchés publics à la société CAF tant qu'elle profite des violations israéliennes des droits de la personne humaine**

**Pour la Journée de la Terre, la communauté internationale doit redoubler d'efforts pour mettre fin à l'apartheid israélien.**

Il y a quarante cinq ans aujourd'hui, la police israélienne tuait par balles six citoyens palestiniens d'Israël alors qu'ils manifestaient contre l'expropriation par le gouvernement israélien de centaines d'hectares de terre palestinienne. Depuis lors, le 30 mars a été commémoré partout par les Palestiniens comme la Journée de la Terre.

Même si Israël a mis l'annexion officielle sur pause, son annexion de facto, qui se poursuit depuis des décennies, ne cesse de s'étendre. Israël continue de voler la terre palestinienne, privant les Palestiniens de leurs moyens de subsistance, en tant que moyen de nettoyage ethnique.

En août 2019, la société basque « Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles (CAF) » s'est vue attribuer le contrat d'expansion et de fonctionnement du dit Tramway de Jérusalem (JLR) israélien qui relie des colonies israéliennes illégales à Jérusalem Ouest. L'expansion se fait sur la terre palestinienne occupée, contrairement au droit international, et contribue également à ancrer l'occupation armée et l'apartheid israéliens. Par ailleurs, Shapir, qui travaille en partenariat avec CAF à l'expansion du JLR, est inscrite dans

la base de données de l'ONU des sociétés<sup>2</sup> complices de l'entreprise coloniale illégale d'Israël, crime de guerre selon le droit international.

La contribution de CAF au système d'occupation illégale et d'apartheid israéliens est maintenant la cible d'une campagne internationale de défense des droits de la personne humaine soutenue par les grands syndicats d'Europe. Les syndicats qui représentent les travailleurs de l'usine espagnole de CAF protestent contre la contribution de leur employeur aux violations israéliennes des droits des Palestiniens et exigent que la société se retire.

La société française Veolia, qui a piloté la première phase de construction du JLR, a dû vendre la totalité de ses actions après avoir perdu plus de 20 milliards \$ de marchés publics à cause de la campagne de défense des droits de la personne humaine menée contre elle.

**Les institutions publiques européennes, principaux clients de CAF, peuvent et devraient exclure CAF des appels d'offre et des marchés à cause de son implication dans des violations flagrantes des droits de la personne humaine par le biais de ses affaires avec le projet illégal israélien JLR.**

En cette Journée de la Terre, les Palestiniens rappellent aux institutions publiques d'Europe et du monde entier leurs obligations juridiques et éthiques : **Respectez nos droits fondamentaux. N'attribuez pas de marchés à CAF**, ni à aucune société inscrite dans la base de données de l'ONU, jusqu'à ce qu'elles cessent de tirer profit de l'apartheid israélien et de sa colonisation incessante de notre terre.



Fédération Générale des Syndicats Indépendants – Palestine

Nouvelle Fédération palestinienne des Syndicats

1

<https://www.caf.net/en/sala-prensa/nota-prensa-detalle.php?e=286>

2

<https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25542&LangID=E>

Traduction J. Ch. pour BDS France

---

# **31 organisations de défense des droits humains, réseaux & syndicats, palestiniens & européens demandent que la compagnie basque CAF soit incluse dans la banque de données des Nations Unies sur les colonies**

Par BDS movement, le 9 février 2021

*CAF étendra et exploitera le Train léger de Jérusalem, qui*

*relie les colonies illégales en territoire palestinien occupé.*

31 organisations de défense des droits humains, réseaux et syndicats de premier plan, de Palestine et d'Europe, ont soumis un rapport au bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) à Genève, demandant que *Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles* (CAF) soit incluse dans la [banque de données des Nations Unies](#) des entreprises impliquées dans les activités coloniales illégales d'Israël, à cause de son rôle dans l'extension et l'exploitation du Train léger de Jérusalem (JLR), qui enracine les colonies illégales d'Israël dans Jérusalem occupée et annexée. Parmi les organisations qui ont remis le rapport figurent Amnesty International Espagne, Al-Haq, le *Cairo Institute for Human Rights Studies* (CIHRS, Institut du Caire pour les études sur les droits humains), le Centre de recherche sur les corporations multinationales (SOMO), 11.11.11, CNCD-11.11.11, le Centre européen de soutien juridique (ELSC), NOVACT – Institut international pour l'action non-violente, le Forum sur les droits, l'Institut transnational (TNI) et *War on Want* [Guerre à la misère].

La banque de données onusienne des compagnies impliquées dans l'entreprise illégale de colonisation d'Israël a été [rendue publique](#) en février 2020 ; elle liste 112 compagnies israéliennes et multinationales, dont le partenaire israélien de CAF pour le JLR, Shapir. Le HCDH est mandaté pour mettre à jour la banque de données chaque année. En 2016 et 2017, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a jugé le JLR illégal, disant qu'il est « en violation claire du droit international et des résolutions pertinentes des Nations Unies ».

Le rapport commun soumis au HCDH explique que : « En connectant les colonies et en facilitant la mobilité entre elles, Jérusalem-Ouest et Israël, le JLR contribue substantiellement à la maintenance et à l'extension des

colonies illégales d'Israël dans Jérusalem-Est occupé et à l'enracinement de l'annexion illégale de la ville par Israël, consolidant finalement l'annexion par Israël du territoire palestinien occupé, ce qui est contraire au droit international ».

Maha Abdallah de l'Institut du Caire pour les études sur les droits humains a dit : « En réalisant le projet dans Jérusalem-Est occupée et annexée, CAF est impliqué dans des violations flagrantes et systématiques des droits humains fondamentaux contre les Palestiniens ». Abdallah a ajouté : « La construction de la 'Ligne rouge' déjà existante a provoqué des expropriations importantes de biens palestiniens, alors que la nouvelle 'Ligne verte' servira la colonie de Gilo, parmi d'autres colonies illégales, dont l'existence et la croissance privent les Palestiniens d'accès à leur terre et à leurs ressources et de leur usage. »

Dans ce but, le HCDH doit remplir intégralement son mandat en mettant à jour annuellement la banque de données des Nations Unies pour y [inclure les compagnies impliquées dans l'entreprise coloniale illégale d'Israël](#) – ainsi qu'il en a reçu originellement le mandat de la part du Conseil des droits de l'homme, dans la résolution 31/36 de 2016. Wesam Ahmad, le Coordinateur pour les entreprises et les droits humains d'Al-Haq a dit : « La banque de données est un outil important pour mettre à jour la structure économique incitative qui a permis à une occupation militaire de se transformer en une situation de colonialisme contemporain et le rôle d'entreprises comme CAF doit être traité dans la mise à jour annuelle. »

Giovani Fassina, directeur de programme d'ELSC, a dit: « L'activité continue de CAF dans les TPO est illégale selon le droit international. En mettant leurs intérêts commerciaux au-dessus des droits à l'existence des Palestiniens vivant sous une occupation prolongée et illégale, CAF a choisi de placer le profit avant l'humanité. Nous espérons que par son inclusion dans la banque de données des Nations Unies CAF

entendra l'appel de la société civile et se retirera du projet JLR.

En février 2020, 70 groupes basques [ont lancé](#) une campagne appelant CAF à se retirer du JLR. Il y a deux semaines, des personnes de tout le pays basque – à Iruña, Bilbao, Gasteiz, et Oñati – ont manifesté pour [demander](#) que CAF cesse de construire le JLR. Kepa Torrijos de Sodepaz, une des organisations du pays basque signataires, a dit : « Les groupes du pays basque travaillent sans relâche pour mettre fin à la complicité basque avec l'apartheid israélien. Nous travaillons étroitement avec des syndicats à l'intérieur de CAF, qui depuis le tout début ont aussi appelé à ce que la compagnie ne participe pas à l'appel d'offres. Le [conseil des travailleurs](#) au siège de CAF à Beasain a [appelé](#) CAF à se retirer du projet. Nous sommes aussi liés à des groupes de toute l'Europe qui essaient de faire exclure CAF des offres publiques jusqu'à ce que CAF mette fin à son implication avec l'apartheid israélien. »

De plus, [des organisations espagnoles de défense des droits humains](#), [des syndicats](#) en Norvège, et [des groupes de la société civile au Royaume-Uni](#) appellent à ce que CAF soit exclu des contrats publics dans leur pays à cause de sa construction du JLR.

Mardi 15 décembre 2020, des militants israéliens [ont bloqué](#) la construction du Train léger de Jérusalem dans la colonie de Gilo. Ils tenaient une banderole disant : « CAF, descends du train de l'apartheid israélien » et ont appelé CAF à se retirer du projet JLR.

### **Liste complète des signataires :**

1. 11.11.11
2. Al-Haq
3. Amnesty international Espagne
4. Association France Palestine Solidarité (AFPS)

5. Belfast Trades Union Council
6. Cairo Institute for Human Rights Studies (CIHRS)
7. CNCD-11.11.11
8. Comité Solidaridad con la Causa Árabe
9. Craigavon Trades Council
10. European Coordination of Committees and Associations for Palestine (ECCP)
11. European Legal Support Center (ELSC)
12. European Trade Union Network for Justice in Palestine
13. Fagforbundet – Norwegian Union of Municipal and General Employees
14. ICAHD Finland
15. Mundubat
16. Northern Ireland Public Service Alliance (NIPSA)
17. Norwegian People's Aid
18. Norwegian Union of Railway Workers
19. NOVACT – International Institute for Nonviolent Action.
20. Palestinian Center for Human Rights (PCHR)
21. Palestinian Human Rights Organizations Council (PHROC)  
et ses membres :
  - Al-Haq, Law in the Service of Mankind.
  - Al Mezan Center for Human Rights
  - Addameer Prisoner Support and Human Rights Association
  - Palestinian Center for Human Rights
  - DCI – Defense for Children International – Palestine
  - Jerusalem Legal Aid and Human Rights Center
  - Aldameer Association for Human Rights
  - Ramallah Center for Defense of Liberties and Civil Rights
  - The Independent Commission for Human Rights (Ombudsman Office) – Observer Member
  - Muwatin Institute for Democracy and Human Rights – Observer Member
22. Paz con Dignidad
23. Plateforme des ONG françaises pour la Palestine

24. Sodepaz
25. SUDS
26. The Centre for Research on Multinational Corporations (SOMO)
27. The Rights Forum
28. Transnational Institute (TNI)
29. Union syndicale Solidaires
30. War on Want
31. Women in Black (Vienna)

Pour un résumé du rapport [cliquez ici](#).

---

1 Pour la liste complète des signataires, voir ci-dessous.  
2 Résolutions du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies A/HRC/31/L.39, 22 mars 2016, p. 7 (a) et A/HRC/34/L.41/Rev.1, 22 mars 2017, p. 8 (a).

Source : [BDS Movement](#)

Traduction CG pour BDS France

---

## **La société espagnole CAF critiquée pour sa complicité avec l'apartheid d'Israël**

*Des manifestations ont eu lieu dans toute l'Europe, en amont de la journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien du 29 novembre, contre l'implication de la société CAF dans le projet de tram de Jérusalem.*

Des groupes, de la [Norvège](#) à la [France](#), se sont mobilisés sur le terrain et en ligne pour appeler la société basque CAF à renoncer au contrat du tram de Jérusalem (JLR) et à mettre fin à sa complicité avec l'apartheid israélien. Près de 5 000 personnes ont [envoyé des courriels](#) au PDG de la CAF et le hashtag #CafGetOffIsraelsApartheidTrain a été imprimé plus d'un million de fois.

Les experts juridiques bien connus David Bondia, Juan Hernández Zubizarreta et Ferran Izquierdo ont coécrit un [article](#) expliquant pourquoi et comment les institutions espagnoles peuvent et devraient écarter le constructeur ferroviaire de ces marchés publics. Des interviews ont été diffusées sur la [radio nationale espagnole](#) et sur les radios basques [97Irratia](#) et [UHIntifada](#).

Le 28 novembre, des militants ont organisé des manifestations dans tout le Pays basque. Malgré les circonstances difficiles dues à la pandémie, des centaines de personnes sont descendues dans les rues de Bilbao, Gipuzkoa, Gasteiz et Nafarroa. À Bilbao, le secrétaire de la [section basque de CC00](#), le plus grand syndicat de l'État espagnol, ainsi que des membres des partis politiques Elkarrekin Podemos et EH Bildu se sont joints aux protestations. Des mouvements sociaux tels que [Ongi Etorri](#) (un groupe de défense des droits des réfugiés) et Mujeres contra la Guerra (Femmes contre la guerre) ont joué un rôle important dans le soutien à l'organisation de la manifestation. Des membres de [tous les syndicats de la CAF](#) étaient également présents à la mobilisation et [appelaient à manifester depuis des semaines](#).



Des personnalités connues, comme le bertsolari (poète traditionnel basque) [Iñaki Viñaspre](#), la féministe et journaliste [Irantzu Varela](#), les coureurs [Javi Dominguez](#) et [Oihana Azkoerbebeitia](#), l'artiste [Tasio](#), les journalistes [Amparo Lasheras](#) et [Juan de la Vega](#), les groupes de musique

[Huntza](#), [Herdoil](#), [Boot Boys](#), [Brigade Loco](#), [Afu](#), [Ibil Bedi](#) et [Hutsun Txalaparta](#), [DJ Bull](#), ainsi qu'[Alava](#), un groupe de femmes retraitées d'Álava, ont également appelé à la mobilisation au Pays basque le 28 novembre.

Au début du mois de novembre, des groupes du Pays basque s'étaient [également mobilisés](#) contre la CAF dans le cadre de la campagne « Un monde sans murs ».

Source : [BNC](#)

Traduction : SF pour BDS France

---

# Le 20 novembre: dites à CAF de descendre du train de l'Apartheid

BNC, le 18 novembre 2020

*A la veille de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, le 29 novembre, nous exigeons que la compagnie CAF mette fin à son rôle dans le projet israélien illégal de tramway de Jérusalem (JLR). Le JLR permet l'annexion en cours du territoire palestinien occupé, et le renforcement de l'apartheid israélien.*

La société CAF est largement critiquée pour sa complicité avec l'apartheid israélien. Huit syndicats de Norvège appellent au boycott de CAF, et plus de 15 organisations de défense des



droits humains de l'État espagnol appellent à ce que CAF et les entreprises listées dans la banque de données des Nations Unies soient exclues des appels d'offres publics. Des personnes connues comme le coureur Javi Dominguez et le journaliste Amparo Lasheras appellent à la mobilisation au Pays Basque le 28 novembre et des militants du Royaume-Uni demandent que CAF soit exclu de l'offre pour fournir le matériel roulant de HS2.

Bien que CAF ait fini 2019 avec des ventes record, la compagnie menace de fermer son usine de Trenasa, ce qui signifierait que 118 ouvriers perdraient leur travail. Nous sommes solidaires de ces ouvriers. Il est clair que CAF ne pense pas aux droits de ses ouvriers. Pourquoi sinon la compagnie participerait-elle à un projet illégal qui la met totalement en péril ?

Le tramway de Jérusalem (JLR) fait partie d'un processus en cours d'enracinement de l'entreprise de colonisation illégale d'Israël et de son vol des terres palestiniennes à et autour de Jérusalem. Le JLR relie Jérusalem-Ouest à des colonies illégales sur des terres palestiniennes occupées, qui sont considérées comme des crimes de guerre selon le droit international.

Shapir, le partenaire israélien de CAF pour le projet de JLR, est cité dans la base de données des Nations Unies des compagnies complices avec lesquelles les relations économiques devraient cesser à cause de leur violation du droit international et des droits humains du peuple palestinien. Si CAF ne change pas d'avis, la compagnie sera incluse aussi dans cette base de données.

En 2007 la campagne contre le rôle de Veolia dans le projet JLR avait été lancée à Bilbao. Après des années de campagne, Veolia a abandonné le projet après avoir perdu plus de 20 milliards de dollars de contrats.

Rejoignez cette journée internationale d'action pour que la compagnie basque CAF mette également fin à sa complicité avec l'apartheid israélien.

## **Le 20 novembre, nous voulons faire beaucoup de bruit!**

**Utilisez vos réseaux pour mobiliser et sensibiliser. Vous pouvez agir comme suit:**

### **1 – Action sur les médias sociaux**

a) Imprimez cette image:

b) Prenez une photo de vous tenant l'image

c) Partagez la photo sur les médias sociaux avec ce texte :

*La société CAF est largement critiquée pour sa complicité avec l'apartheid israélien. CAF, écoutez-nous: cessez de développer le projet israélien illégal de tramway de Jérusalem qui renforcent les colonies de peuplement israéliennes sur des terres volées aux Palestiniens à Jérusalem Est occupée.*


Utilisez le hashtag suivant : **#CAFGetOffIsraelsApartheidTrain**


Suivez la campagne de la société CAF sur twitter : @eaudecaf

La campagne du BNC: [bdsmovement.net/boycott-caf](http://bdsmovement.net/boycott-caf)

d) Partagez ces tweets en anglais:

- *Tell CAF to get off Israel's apartheid train*
- *Tell your government and elected officials to exclude CAF from public contracts due to its complicity in*

*illegal Israeli settlements* 

- *Spread the word about CAF's role in helping Israel's annexation and ethnic cleansing of Palestinians in Jerusalem* 

## 2 – Une masse de courriels

Pour envoyer un courriel au directeur général de la société CAF à la veille de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien en exigeant que la société abandonne le projet de tramway de Jérusalem et cesse de soutenir l'occupation militaire, l'annexion et l'apartheid d'Israël, rendez-vous sur la page du BNC: <https://bit.ly/3lIulSs>

Et **utilisez le formulaire encadré en rouge** sur le côté droit de cette page.

*Le texte de la lettre est déjà écrit (en anglais, voir la traduction en français tout en bas de ce message). Vous n'avez plus qu'à entrer votre Prénom, votre Nom, éventuellement votre organisation, votre pays, et votre adresse email, puis valider en cliquant sur **SEND**.*

## 3 – Laissez un message à CAF

Appelez l'entreprise au téléphone pour demander que CAF cesse sa participation au projet de tramway de Jérusalem

**Appelez au 01 82 73 01 00** et laissez un message sur le répondeur pour dire: *Je vous appelle pour me plaindre du fait que CAF participe au projet du tramway illégal de Jérusalem, et je souhaiterais en discuter au plus vite avec la direction de CAF.*

Source : [BDS Movement](#)

Le texte de la lettre en français:

*Cher M. Arizkorreta,*

*J'écris à la veille de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien établie par les Nations unies pour demander que CAF mette fin à sa participation dans le développement et la maintenance du projet israélien illégal du tramway de Jérusalem (Jérusalem Light Train, JLR).*

*La société CAF est largement critiquée pour sa complicité avec l'apartheid israélien. Huit syndicats de Norvège appellent au boycott de CAF, plus de 15 organisations de défense des droits humains de l'état espagnol appellent à ce que CAF et les entreprises listées dans la banque de données des Nations Unies soient exclues des appels d'offres publics, et des militants du Royaume-Uni demandent que CAF soit exclu de l'appel d'offre destiné à fournir le matériel roulant de HS2 , le nouveau chemin de fer à grande vitesse du Royaume-Uni. EH Bildu, le deuxième plus grand parti d'Euskadi, la communauté autonome du pays basque, appelle aussi CAF à abandonner le JLR, ainsi qu'Amnesty International Espagne.*

*A moins que CAF ne change d'avis, la compagnie finira probablement sur la liste publiée par les Nations unies des compagnies complices impliquées dans les activités des colonies illégales israéliennes et avec lesquelles les relations commerciales devraient cesser. Shapir, le partenaire de CAF, est déjà sur cette liste.*

*Le projet de JLR est un élément clé dans la stratégie des autorités israéliennes pour formaliser l'annexion en cours du territoire palestinien occupé et dénier au peuple palestinien leurs droits fondamentaux selon le droit international.*

*En 2016, le Conseil des droits humains des Nations unies a appelé à la cessation de « l'exploitation par Israël d'un tramway reliant les colonies à Jérusalem-Ouest, ce qui est une claire violation du droit international et des résolutions pertinentes des Nations Unies ».*

*Le JLR lui-même représente un outil de l'apartheid israélien puisque sa construction entraîne l'expropriation forcée de terres et la destruction de propriétés palestiniennes. Son exploitation profitera principalement à la population israélienne, particulièrement aux colons illégaux.*

*Le propre code de conduite de CAF affirme que « toutes les actions de CAF et de ceux qui représentent la compagnie respecteront scrupuleusement le droit, les droits humains et les libertés publiques ». Le code ajoute que « chaque entité ou personne qui travaille pour, ou est en affaires avec, CAF doit observer soigneusement les obligations juridiques actuelles, le code de conduite et les règlements internes de CAF ».*

*Conformément à ce code, le comité des ouvriers des usines CAF de Beasain et Irun a demandé publiquement que la compagnie se retire du contrat illégal pour le JLR.*

*La compagnie française Veolia a abandonné tous ces travaux pour le JLR en 2015 après avoir perdu une somme estimée à 20 milliards de dollars en contrats et appels d'offre après des campagnes de la société civile visant à faire pression sur la compagnie pour mettre fin à sa participation dans ce projet. La pression et les protestations internationales continueront jusqu'à ce que CAF cesse de profiter de la colonisation par Israël des terres palestiniennes. Nous demandons donc à CAF d'annuler immédiatement son contrat pour le tramway de Jérusalem.*

*Avec l'expression de mes sentiments distingués,*